



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires de la Marne
Service Environnement Eau Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

AP n° 2019-APC-122-IC

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
autorisant la société Ciments CALCIA
à modifier le plan de réaménagement final de la carrière
située sur le territoire de la commune de Bettancourt-la-Longue et Vroil

Le Préfet de la Marne,

Vu

- le code de l'environnement ;
- le code minier ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles L. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 20 novembre 2009 ;
- le schéma départemental des carrières de la Marne approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2015-A-003-CARR du 25 février 2015 autorisant la société Ciments Calcia à exploiter une carrière d'argile, de gaize et de marne sur le territoire des communes de Bettancourt la Longue et Vroil ;
- l'arrêté préfectoral n° 2014-2-SMN en date du 8 octobre 2014 autorisant la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction ou des aires de repos d'espèces animales protégées d'Oiseaux, de Mammifères, d'Amphibiens, de Reptiles et la destruction et la perturbation intentionnelle d'espèces animales protégées d'Amphibiens et de Reptiles dans le cadre du renouvellement d'une exploitation de carrière sur les communes de Bettancourt-la-Longue et Vroil ;
- l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2014, autorisant la société Ciments Calcia à défricher des terrains boisés sur les communes de Bettancourt-la-Longue et Vroil ;
- la demande de modification de la remise en état liée à la décision d'abandon du reboisement compensatoire et la proposition de versement de l'indemnité compensatoire au fond stratégique de la forêt et du bois présentée par la Société Ciments Calcia en date du 10 janvier 2019 ;
- la demande de modification de l'itinéraire emprunté par les camions en entrée et en sortie de carrière suite aux réunions de concertation des 5 juillet 2017, 13 mars et 11 juillet 2018 entre la société Ciments Calcia et les maires des villages concernés ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 août 2019 ;
- l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 29 août 2019 ;
- le projet d'arrêté porté, le 30 août 2019, à la connaissance du demandeur ;
- le courriel du pétitionnaire en date du 10 septembre 2019 n'émettant pas d'observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant :

- que la demande de modification de la remise en état de la carrière est rendue nécessaire par l'abandon du reboisement compensatoire sur les zones identifiées F1 et F2 ;
 - que la modification de la remise en état des zones modifie les mesures de compensation identifiées comme mesures d'atténuation, de compensation et d'accompagnement sur lesquelles s'était engagée la société Ciments Calcia dans sa demande de dérogation aux interdictions de destruction et perturbation intentionnelle des espèces protégées et de destruction, altération, dégradation de leurs sites de reproduction ou de repos ;
 - que le reboisement sur les parcelles F1 et F2 était mentionné uniquement au titre de la compensation liée au défrichement sans impact écologique significatif pour les espèces protégées, objet de la dérogation ;
 - que la proposition de la remise en état pour la zone F1 sous forme de prairie humide sera réalisée dans la continuité de la prairie déjà existante et que ce milieu est de nature à assurer de multiples fonctions écologiques notamment pour les espèces animales ou végétales présentes sur la carrière ;
 - que la proposition de la remise en état pour la zone F2 conduit à une restitution des terrains pour un usage agricole, restitution identique à l'état initial ;
 - que la modification de l'itinéraire emprunté par les camions à l'aller et au retour de la carrière doit être adapté pour tenir compte de l'équipement technique des véhicules (suspension mécanique/suspension pneumatique) afin de réduire les nuisances sonores soulignées par plusieurs communes traversées ;
 - que les demandes ne constituent pas une modification substantielle au sens du code de l'environnement ;
 - que les dangers ou inconvénients que présentent les installations doivent être prévenus par des mesures que spécifie le présent arrêté préfectoral ;
- **Le demandeur** entendu ;
- **Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du département de la Marne ;

Arrête

TITRE I - PRESCRIPTIONS GENERALES

Article - 1 Autorisation d'exploiter

Les conditions d'exploitation de la carrière de la Société Ciments Calcia, dont le siège social se situe rue des Technodes 78930 Guerville, autorisée par les arrêtés suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 2005-A-003-CARR du 25 février 2015 d'autorisation d'exploiter la carrière ,
- l'arrêté préfectoral n° 2014-2-SMN en date du 8 octobre 2014 autorisant la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction ou des aires de repos d'espèces animales protégées d'oiseaux, de mammifères, d'amphibiens, de reptiles et la destruction et la perturbation intentionnelle d'espèces animales protégées d'amphibiens et de reptiles dans le cadre du renouvellement d'une exploitation de carrière sur les communes de Bettancourt-la-Longue et Vroil ;
- l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2014, autorisant la société Ciments Calcia à défricher des terrains boisés sur les communes de Bettancourt-la-Longue et Vroil ;

sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article - 2 Durée de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 31 de l'arrêté préfectoral n° 2005-A-003-CARR du 25 février 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

- scarification du fond de carrière et régalage de terre végétale sur une épaisseur de 0,20 m. Les matériaux et la terre végétale devront être mis en place par des engins exerçant une faible pression au sol afin d'éviter tout compactage,
- ensemencement du site de graminées, fabacées et des espèces complémentaires si la végétalisation spontanée n'est pas suffisante (le choix du mélange sera basé sur une étude agronomique complémentaire des sols) en laissant de l'ordre de 15 % de zones dénudées favorables au petit gravelot,
- créer une haie au centre de la carrière Nord constituée d'essences locales de feuillus (« haie reconstituée » sur le plan de remise en état),
- préservation de l'ensemble des haies, fossés et boisements situés en bordure de la carrière.

Article - 4 Conditions particulières concernant la mise en œuvre de mesures de compensation

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral dérogation espèces protégées n° 2014-2-SMN du 8 octobre 2014 identifiant les boisements compensatoires à mettre en place sont supprimées.

TITRE II - DISPOSITIONS DIVERSES

Article - 5 Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par le code de l'environnement et par le code minier.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L. 173-1 du code de l'environnement.

Dans le cas d'infractions graves prévues aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène ou d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du code minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Article - 6 Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article - 7 Exécution et diffusion

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, Monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la DDT – service urbanisme, à la direction départementale des services incendie et secours, à la direction de l'agence de l'eau, à la sous-préfecture de Vitry le François ainsi qu'aux maires de Bettancourt-la-Longue et Vroil.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à M. le directeur de la société Ciment Calcia sise – ZI Usine de Couvrot – 51300 Couvrot.

Le transport des matériaux au départ de l'exploitation s'effectue par voie routière à raison de 90 rotations de camions par jour au maximum. L'organisation des transports au départ ou à destination de la carrière respecte les modalités suivantes :

Les horaires d'exploitation de la carrière sont définis en début de campagne et transmis pour information à la mairie de Bettancourt-la-Longue.

Les camions emprunteront, en fonction de leurs caractéristiques techniques, l'un ou l'autre des deux itinéraires suivants, selon les modalités définies ci-après ;

Trajet A aller : Usine de Couvrot – RN44 – Gravelines – Vitry le François (extérieur) RD 982 – Vitry-en-Perthois – Brusson – Etrepy – RD 995 – Pargny-sur-Saulx – RD 61 – Entrée Heiltz-le-Maurupt – RD 14 – Villers-le-Sec – RD 314 – route de contournement du village de Bettancourt-la-Longue – VC n°4 – Carrière.

Trajet A retour : Carrière – VC n° 4 – route de contournement du village de Bettancourt-la-Longue – RD 314 – RD14 – Villers-le-Sec - entrée Heiltz-le-Maurupt RD 61 – Pargny-sur-Saulx – RD 995 – Etrepy – Brusson – Vitry-en-Perthois – RD 982 – Vitry-le-François (extérieur) RN 4 – RN44 – RD 760 – Couvrot – usine de Couvrot.

Trajet B aller : Usine de Couvrot – RN44 – Gravelines - Vitry le François (extérieur) RD 982 – Vitry en Perthois RD 14 – Merlaut – Outrepoint – Heiltz l'Evêque – Jussecourt Minecourt – Heiltz-le-Maurupt – Villers-le-Sec – RD 14 – RD 314 – route de contournement du village de Bettancourt-la-Longue

Trajet B retour : route de contournement du village de Bettancourt-la-Longue – RD 314 – RD14 – Villers-le-Sec – Heiltz-le-Maurupt – Jussecourt-Minecourt – Heiltz l'Evêque – Outrepoint – Merlaut – RD14 – Vitry-en-Perthois – RD 982 -Vitry-le-François (extérieur) – RN 44 – Gravelines – Usine de Couvrot.

Modalités :

Lors du premier passage à vide de la journée, tous les camions emprunteront le trajet A aller.

Les camions à suspension mécanique emprunteront à vide le trajet A aller, et en charge le trajet B retour.

Les camions à suspension pneumatique emprunteront à vide, dès le second tour, le trajet B aller et en charge, le trajet A retour.

Le passage des camions dans la commune de Bettancourt-La-Longue n'est pas autorisé.

Article - 3 Nature de la remise en état

Les prescriptions de l'article 35 de l'arrêté préfectoral n° 2005-A-003-CARR du 25 février 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre au plan de remise en état annexé au présent arrêté.

La remise en état comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité pour la remise en état des lieux,
- nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers,
- les bassins de décantation sont partiellement comblés et réaménagés en habitats humides favorables aux amphibiens,
- mise en sécurité des fronts de taille par des talus de pente n'excédant pas 45° et des banquettes ou paliers intermédiaires,
- conservation des dépressions humides existantes et création de nouvelles dépressions humides. La partie au sud de la carrière sera reconstituée en prairie humide.

Messieurs les maires de Bettancourt-la-Longue et Vroil communiqueront le présent arrêté à leur conseil municipal et procéderont à son affichage en mairie pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **18 SEP. 2019**

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général



Denis GAUDIN

Recours :

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants **dans un délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement **dans un délai de quatre mois** à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage ;

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°

